



NOTRE AVENIR SE JOUE MAINTENANT !

L'entreprise de régression sociale, qui est en marche au travers de la loi travail, est aussi à l'œuvre dans la Fonction Publique, même si les agents n'en mesurent pas forcément la portée.

Au delà des suppressions d'emplois et des baisses des budgets de fonctionnement, la DG, à travers M PARENT, tente de remettre en cause un certain nombre de droits et garanties. Cela passe par :

- Les règles de gestion (mutations : par exemple obligation de suivre la mission lorsqu'elle est transférée au sein d'une même commune)
- Les garanties de maintien à résidence (au sens de la commune),
- La baisse drastique des taux de promotion,
- L'instauration d'un délai de séjour de 3 ans sur les postes au choix ou à profil,
- Le refus de surseoir à la généralisation du travail à distance dans les SIE,
- Le maintien des rapprochements des SPF sur la même résidence et du développement des SPF/E
ETC, ETC....

Pourquoi se gênerait-il ? La résistance est faible parce qu'ils ne font pas tout en même temps partout. Il est loin le temps de l'attaque globale !!!! C'est tellement plus simple de commencer par certains départements !!!!

Ensuite, c'est encore plus simple :

- C'est fait ailleurs, vous êtes les derniers. Même les directeurs commencent à tenir un discours différent : « vous voyez bien, compte tenu des moyens donnés à la DGFIP, on est bien obligé de regrouper, on n'y arrive plus, c'est pour le bien des agents.
- On est bien obligé de fermer ce poste, plus personne ne veut y aller.
- On est bien obligé de transférer cette mission au niveau régional, ce sera mieux fait par des agents spécialisés.
- On est bien obligé de supprimer des emplois, c'est une commande politique !!!!
ETC, ETC,,,,,

Les « lignes directrices » du Directeur Général sont autant de lignes destructrices de notre administration, ouvrant la voie à sa disparition : suppressions de services, dématérialisation forcée et forcenée, suppressions d'emplois et restructurations incessantes.

Tout cela sur fond de déréglementation des règles de gestion.

Pire encore : la volonté de mettre en place le prélèvement à la source, que nous refusons et que nous combattons, est annonciatrice de l'explosion de l'organisation de notre Direction Générale. En outre, malgré ses discours rassurants, le Directeur Général n'a pas su (ou pas voulu) défendre son Administration et une nouvelle saignée est programmée dans les effectifs pour 2017 (**1 817 emplois en 2017**).

Pour les syndicats Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP, l'urgence à la DGFIP est d'agir...VITE

Vous avez été destinataires du tract national commun, à partir duquel, l'intersyndicale locale s'est réunie en urgence ce lundi 3/10/2016

Nous avons décidé après débat :

- **Nous allons venir à votre rencontre à partir du 4/10/2016 dans tous les postes (calendrier de tournées joint)**
- **Compte tenu des choix de l'intersyndicale nationale, nous allons vous proposer une action de blocage du gros site de la Côte Vermeille par les organisations syndicales le 17/10, jour d'échéance**
Nous démarrerons une action de blocage suivant le calendrier ci joint, sur le principe de mai/juin à partir du 3/11/2016 et jusqu'au 17/11/2016
- **Nous appellerons fermement à l'action de grève nationale DGFIP le 15/11/2016**

Un cadrage d'actions nationales de blocage et/ou de grève par toutes les sections est d'ores et déjà impulsé par les bureaux nationaux.

A NOUS DE NOUS EN SAISIR !!!

Nous savons déjà, que nous ne serons pas seuls !!!!

Nous vous invitons à participer massivement aux visites de postes.

Vous devez tous vous exprimer !!!!

Les 3 organisations du département s'engagent à relayer à toutes les sections et à leurs instances nationales les actions et calendriers locaux des PYRENEES ORIENTALES